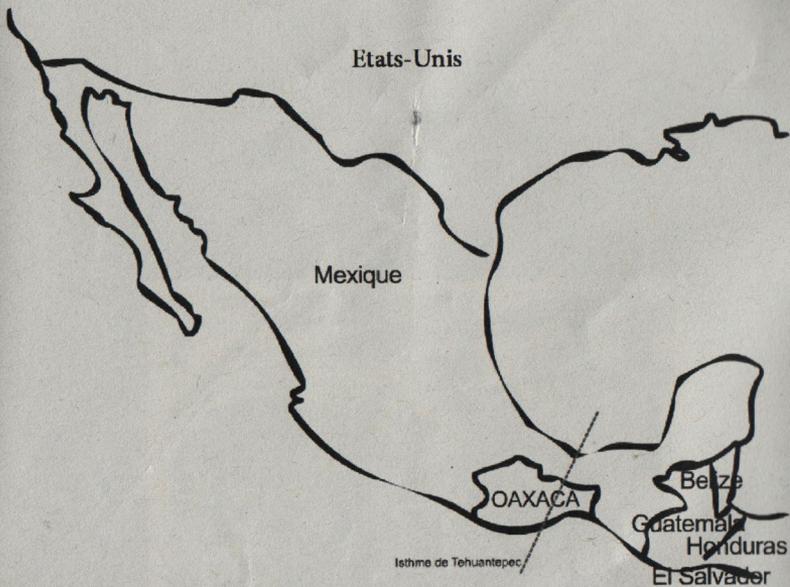
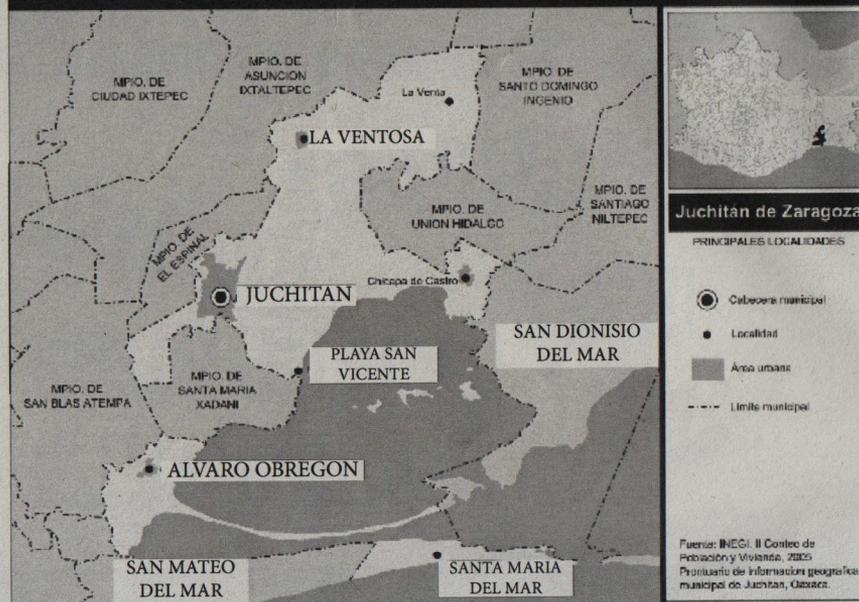




RÉSISTANCES
LES **CONTRE**
AU **EOLIENNES**
MEXIQUE



Situation de l'Isthme de Tehuantepec.



INTRODUCTION

La brochure et le DVD que vous tenez entre vos mains sont le fruit d'une urgence. Celle, d'abord, de témoigner de la résistance d'amis, d'amies, de compagnes et compagnons luttant, sur une terre lointaine, contre les ravages de leur monde par l'avidité et l'exportation de l'énergie éolienne, fausse « bonne solution » de l'Occident pour « sauver la planète ». A quelques milliers de kilomètres de la France, les « gentilles éoliennes », dont l'implantation industrielle exaspère déjà ici toujours plus de personnes au sein des campagnes, se transforme tout simplement là-bas en un véritable cauchemar.

Chaque année dans l'isthme, ce sont des milliers d'hectares de terres utilisées auparavant par des villages et des communautés indigènes pour leur production locale, qui passent sous le contrôle de multinationales espagnoles (Iberdrola, Gamesa, Renovalia...), françaises (EDF) ou italiennes (Enel) venues y implanter par la force de gigantesques parcs éoliens. Face aux spoliations, aux menaces de mort et aux arrestations subies sur place (deux compas sont actuellement en prison), difficile de rester sans voix.

Quelques camarades ont déjà, à travers textes et images, contribué à décortiquer les sales mécanismes à l'œuvre derrière la promotion de cette « énergie propre ». Il nous semblait nécessaire d'aider à notre échelle à la diffusion de ces analyses et de ces témoignages, et peut-être permettre ainsi le rapprochement entre celles et ceux qui, en France et au Mexique, luttent « en bas, à gauche » comme diraient les zapatistes, contre l'imposition de ces mégaprojets industriels.

Mais, au-delà de la diffusion écrite et audiovisuelle, nous voulions aussi matérialiser un peu plus concrètement notre solidarité face aux nécessités auxquelles sont confrontés nos amiEs au quotidien. En mars 2013, les compas de Radio Totopo, une radio libre locale ayant pris fait et cause pour la résistance, se sont fait saccager leurs installations par des sbires à la solde du pouvoir, et voler leur équipement de transmission. En septembre dernier, ceux-ci ont lancé un appel afin de collecter des fonds pour pouvoir racheter un émetteur et retransmettre à nouveau dans la région.

Notre idée est donc, à travers la distribution du DVD et de cette brochure, de réunir un peu de sous pour les aider à racheter cet émetteur, ainsi qu'à payer les frais de fonctionnement de leurs propres médias (loyer, abonnement internet). Cette initiative de soutien n'est évidemment pas la seule envisageable, et nous espérons que d'autres démarches de solidarité et de rapprochement entre leurs luttes et les notres puissent se développer dans le futur. A chacun et chacune de les faire exister, selon son lieu, sa manière de faire et ses réalités...

Contact : somosviento-fr@riseup.net



- Dans la gueule du requin p. 5
- L'Isthme en résistance p. 8
- Répression de « Radio Totopo » et nouvelles du campement de résistance à Juchitan p. 11
- Dernières nouvelles: réactivation du projet éolien « Mareña renovables » à Alvaro Obregón. p. 13
- Pour aller plus loin p. 14



Georges Lapiere, août 2011 · www.lavoiedujaguar.net

C'est une petite île dans la lagune de l'isthme de Tehuantepec, sur la côte pacifique au sud du Mexique. Cette petite île avec son cordon ombilical, la barre de Tileme (se prononce tilémé), qui la relie en saison sèche à la terre ferme du côté d'Alvaro Obregón, partage la lagune en deux parties, la lagune supérieure et la lagune inférieure. La lagune inférieure communique par une passe étroite avec l'océan. D'un côté de cette passe se trouve San Francisco del Mar, de l'autre Santa Maria, à la pointe d'une bande de terre étroite qui sépare la lagune du Pacifique, sur cette bande de terre ferme se trouvent d'autres zones de peuplement comme San Mateo del Mar. Toute cette partie de l'Isthme en direction de l'océan Pacifique est habitée par les Ikoots (ou Huaves), peuple sans doute venu du lointain Pérou via l'Amérique centrale dans des temps immémoriaux. Le peuple ikoot, qui se consacre principalement à la pêche dans la lagune et parfois dans le Pacifique à l'aide de cerfs-volants¹, entretient des relations de voisinage étroites, et parfois problématiques, avec son voisin immédiat, le peuple binnizá (ou zapotèque). Mais revenons à notre petite île.

Elle connaissait un peuplement important au XVI^e siècle au moment de la première conquête espagnole comme en témoignent les ruines d'une imposante église dominicaine de 46 mètres de longueur. Elle domine encore de toute sa superbe, héritée des temps passés et tragiques que nous pouvions croire révolus, une trentaine de maisons de pêcheurs ikoots dispersées dans la verdure entre les collines boisées, ou cerros, et une petite plage donnant sur la lagune inférieure. Au cours des années relativement récentes une grande partie de la population s'est déplacée par vagues continues sur la rive occidentale de la lagune pour former un nouveau village beaucoup plus important, San Dionisio del Mar, devenu le chef-lieu municipal, l'ancien village de l'île, ou Pueblo Viejo, n'étant plus qu'une agence municipale, avec tout de même son assemblée et ses « autorités », l'Honorable Conseil. En 2004, l'Assemblée agraire ou assemblée des comuneros de San Dionisio, réduite pour l'occasion à trois cents membres (sur plus de mille comuneros) a accordé la disposition entière de l'île et de la barre de Tileme à l'entreprise espagnole Preneal, par le biais de sa filiale, ou prête-nom, mexicaine, Demex.

¹ Technique originale qui permet de transporter les filets au-delà de la vague ou barre côtière en profitant du courant d'air de l'Isthme.

Du temps de la colonie, les rois d'Espagne avaient tenté de protéger, assez vainement, il faut le dire, l'Espagne étant bien loin du Mexique, les peuples indiens de la convoitise effrénée des colons en leur accordant la reconnaissance de leurs territoires, par des « titres primordiaux », los títulos primordiales ; il semblerait qu'aujourd'hui, depuis le traité de libre commerce signé en 1992 entre le Mexique et les États du Nord, États-Unis et Canada, et la modification de l'article 27 de la Constitution, plus rien ne protège les peuples des prédateurs venus d'ailleurs. Nous pouvons nous poser la question : qu'y a-t-il de changé sous le soleil mexicain ? Au pouvoir, la même oligarchie entièrement dévouée à ses intérêts confondus avec ceux des entreprises marchandes transnationales dites encore capitalistes ; dans la société, le même incommensurable mépris pour les peuples originaires et, plus généralement, pour la population autochtone ; dans le pays, une nation tout entière sous la férule d'une armée de plus en plus visiblement au service des puissances étrangères.

La guerre de conquête de la vie sociale par les grands marchands capitalistes n'a jamais cessé, même si elle a pu parfois donner l'impression d'hésiter face à l'ampleur des luttes qu'elle a suscitées. Elle n'a marqué le pas que pour reprendre de plus belle avec une force et un élan que nous ne soupçonnions pas. Aujourd'hui, cette guerre menée contre les peuples apparaît dans toute sa violence comme un incendie longtemps retenu, travaillant en secret, et qui éclate soudain, dévorant tout dans le grondement des flammes. Nous sommes revenus, ici, au Mexique, aux temps de Porfirio Díaz. Il ne s'agit pas seulement pour les entreprises capitalistes de s'emparer des territoires, de la terre, des ressources, de l'or, de l'argent, du fer, des métaux rares et précieux, du pétrole, du vent, des arbres, des plantes médicinales, de l'eau... ; il ne s'agit pas seulement de voir dans la présence des peuples autochtones, une gêne, un obstacle à écarter d'un revers de manche. Non, plus fondamentalement, la fin ultime de cette guerre, son objectif véritable, est la destruction de toute vie sociale autonome, de toute vie collective, comme si le pouvoir du monde marchand, ou encore, le pouvoir des grands marchands sur le monde, se nourrissait et se renforçait de la désagrégation sociale qu'il engendre. Nous sommes face à la dynamique du pouvoir, le pouvoir de la pensée du grand marchand sur tout autre forme de pensée ; et cette pensée est effective, non seulement elle transforme le monde, mais, et c'est là sa fin dernière, elle s'assujettit l'ensemble de l'humanité. La résistance d'une vie sociale autonome, aussi réduite soit-elle, met en péril cette dynamique du pouvoir. Là se trouve le front de la lutte de l'humanité contre le totalitarisme.

L'offensive contre les peuples indigènes du Mexique et de l'Amérique centrale s'est intensifiée dès la fin du XX^e siècle avec le Plan Puebla Panama, rebaptisé « Projet pour l'intégration et le développement de Mésoamérique ». Le projet de mettre en mouvement six mille aérogénérateurs dans l'isthme de Tehuantepec appelé Corrido Eólico del Istmo (Couloir éolien de l'Isthme) s'inscrit dans cette

stratégie de conquête concoctée dans les hautes sphères du pouvoir. Dès le départ ce fut une affaire de famille, c'est-à-dire de gros sous, avec aussi ses non-dits, ses zones d'ombre, ses secrets de famille. La revue Proceso avait rappelé en son temps le lien familial qui unissait le ministre de l'Intérieur du gouvernement de Felipe Calderón, Juan Muriño, au Groupe énergétique du Sud-Est (Grupo Energetico del Sureste, GES) et celui-ci aux entreprises espagnoles chargées de la construction des aérogénérateurs (Gamesa, Iberdrola, Preneal, Endesa, etc.). Juan Muriño a trouvé la mort dans un « accident » d'avion des plus suspects. Était-ce lui qui était visé ou José Santiago Vasconcelos, ex-titulaire du ministère de la Justice chargé de la délinquance organisée, disons, pour simplifier, de la lutte contre les narcos ? Le gouvernement s'est empressé de clore le dossier : circulez, il n'y a rien à voir.

Tout a été mis en œuvre pour tromper les gens et les amener à signer des contrats léonins. Ce sont des régions de culture orale, où la parole compte et garde un certain poids, ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas de « baratin », de mensonges, de trahisons, mais cela signifie aussi que les rapports restent des rapports entre sujets, que ces sujets soient des sujets collectifs ou des individus, chacun peut réagir, a les moyens de se défendre, de faire marche arrière s'il se rend compte qu'il est en train de se faire avoir, cela reste une relation entre des personnes ; l'écrit, en l'occurrence les contrats en bonne et due forme, fait intervenir un tiers, l'État garant du droit, des lois et des accords passés, dans les termes définis par les lois, entre les deux partenaires d'un échange bien particulier : l'échange marchand. Nous avons affaire à deux cultures différentes, sinon opposées : une culture orale où les échanges ne se font pas nécessairement dans un esprit de gain et qui privilégie les rapports de réciprocité ; une culture du contrat où la recherche du profit ou d'un avantage devient le moteur d'une relation dite d'affaire ou encore une relation d'échange de type marchand.

Un tel décalage ne pouvait que bénéficier aux entreprises transnationales, qui ont joué la carte de l'oral, de l'amitié, de la tape sur l'épaule, de la promesse, de la confiance, de la main sur le cœur, pour ensuite, dans un tour de passe-passe, sortir la carte de l'écrit et faire signer des contrats incompréhensibles ou même, purement et simplement, des contrats en blanc comme à Unión Hidalgo : « Como éramos muchos nos dijo : "Firma aquí, luego lo rellenamos" » (comme nous étions beaucoup, on nous a dit : signe ici, ensuite nous le remplissons). Quand les petits propriétaires d'Unión Hidalgo se sont rendu compte qu'ils avaient été abusés, vingt-cinq d'entre eux en colère ont bloqué le passage des engins, la police est intervenue et l'entreprise a porté plainte, pour l'instant les travaux ont été arrêtés mais des poursuites à l'égard des petits propriétaires sont en cours, pourtant ceux-ci sont bien décidés à empêcher la construction des éoliennes et à dénoncer le contrat inique qui les lie à l'entreprise. Affaire à suivre.

Face à des collectivités, moins faciles à manœuvrer que des individus, la stratégie des transnationales s'est faite plus tortueuse et, dans une certaine mesure, plus politique car elles ont eu le soutien inconditionnel des trois grands partis, le PRI, le PRD, le PAN, et des organismes d'État censés protéger les populations, mais qui agissent visiblement en collaboration avec les entreprises comme la Procuraduría Federal de Protección al Ambiente (Profepa), la Secretaría de Medio Ambiente y Recursos Naturales (Semarnat), la Secretaría de Desarrollo Social (Sedeso), ainsi que le Manifiesto de Impacto Ambiental (MIA). C'est en s'appuyant sur ces forces de l'État et en subornant certaines autorités communales qu'elles ont pu faire pression sur les assemblées agraires avec parfois falsification des signatures ou des actes d'assemblées ejidales comme à La Venta, à cela s'ajoute le conseil donné aux autorités municipales de ne pas divulguer le contrat auprès de la population. (...)

Toute la forêt va être saccagée, les tours en métal des éoliennes sont fixées sur des socs en ciment de plusieurs milliers de tonnes profondément enfoncés dans le sol, les excavations sont gigantesques, il faut voir à l'œuvre ces entreprises pour se rendre compte des dégâts qu'elles occasionnent. Sur la barre de Tileme, qui sépare la lagune en deux parties, une partie supérieure et une partie inférieure et qui joue un rôle essentiel dans la dynamique de la lagune, l'échafaudage de deux cents aérogénérateurs va être catastrophique, cet ensemble va modifier d'une manière radicale tout l'équilibre écologique de l'ensemble, modifier les courants, atteindre les cycles vitaux ; la barre de Tileme, où, jusqu'à présent, paissent en liberté des troupeaux de vaches, ne sera plus qu'un immense bourbier et une plaie de ciment. En fin de compte ce projet d'éoliennes est aussi destructeur de vie qu'un barrage ou une mine à ciel ouvert. Objectif atteint ?



6

Le 25 septembre 2005 eut lieu à Unión Hidalgo le premier forum de la société civile afin d'analyser l'impact du Couloir éolien de l'Isthme sur l'environnement. Si la plupart et des membres des associations indigènes et les militants écologistes présents (nous devons pourtant mettre en exergue l'attitude très ambiguë des militants de Greenpeace, favorables au projet « sous certaines conditions ») étaient fort conscients des dégâts que ce projet allait occasionnés, en particulier concernant les oiseaux migrateurs, nous ne touchions pas encore du doigt, si je puis dire, la réalité. Celle-ci allait apparaître peu à peu dans toute son horreur au fur et à mesure de l'avancée des travaux, toute la région de Juchitan, et en particulier La Venta et La Ventosa, est désormais envahie de molinos. En février 2006, au cours de l'initiative zapatiste de l'Autre Campagne, le sous-commandant Marcos a exprimé la solidarité des zapatistes envers la population de la région en lutte contre le Couloir éolien de l'Isthme. Le président du Mexique, Felipe Calderón, et le gouverneur de l'État, Ulises Ruiz, durent inaugurer le parc éolien, la Venta II (premier objectif atteint), en avril 2007 sous haute protection militaire. Au cours du forum organisé en novembre 2008 à Juchitan, les participants ont pris la décision de se transformer en Assemblée des peuples de l'Isthme pour la défense de la terre (Asamblea de Pueblos del Istmo en Defensa de la Tierra).

Tout récemment, fin juillet 2011, s'est tenue à Unión Hidalgo la dernière Assemblée des peuples de l'Isthme pour la défense de leur terre et de leur territoire, elle regroupait outre les petits propriétaires d'Unión Hidalgo en rébellion, des délégués de San Dionisio, de San Mateo, de San Francisco, d'Alvaro Obregón... La résistance s'organise. Objectif atteint ?

Pas encore.

Oaxaca, le 6 août 2011.
Georges Lapierre



7

Georges Lapierre, mars 2013 · www.lavoiedujaguar.net

Entre Cervantès et Shakespeare, les images ne manquent pas pour décrire l'invasion en marche des éoliennes, si bien que les habitants de l'isthme de Tehuantepec, ikoot et binniza, ont le sentiment, justifié, d'être cernés et pris à la gorge par une armée monstrueuse d'acier et d'hélices s'avancant inexorablement.

Cela pourrait être un film de science-fiction, ou d'horreur, cette avancée de l'industrialisation, cette machinerie de fer et de ciment, piétinant aveuglément, sans le moindre sentiment de compassion, la vie délicate et fragile, et avec elle toute une culture, qui s'était développée dans cet habitat singulier. L'armée des tours et des moulins à vent s'avance implacablement vers le Pacifique. Cinq focos rojos : Álvaro Obregón, Juchitán, San Dionisio del Mar, Unión Hidalgo et San Mateo del Mar. Sur ces cinq points rouges, les habitants résistent, ils montent la garde, ils s'arment de bâtons et de pierres pour empêcher l'entrée des bulldozers, des pelleteuses gigantesques, des camions et autres machineries à défoncer le sol, comme à Álvaro Obregón, dont les habitants sont en alerte depuis des mois pour défendre l'entrée de la barre Santa Teresa. Ils ont déjà eu affaire à la police d'État, qui a cherché à les déloger, ils ont tenu bon. Les représentants du gouverneur de l'État ont bien tenté de négocier et d'acheter des leaders, en vain. On a cherché à les ménager, on leur a fait la promesse que le projet sera abandonné, ils sont restés vigilants. C'est que les habitants d'Álvaro Obregón, héritiers du général Charis, ne s'en laissent pas conter facilement. Ils forment une communauté unie et solidaire et le sentiment d'appartenance au pueblo y est fort développé, il n'est pas facile de les diviser. Pourtant le consortium Mareña Renovable, intéressé par la construction d'un parc de 102 éoliennes sur la barre Santa Teresa, n'a ménagé ni sa peine ni son argent. Álvaro Obregón, qui est une agence de Juchitán, ne permettra pas la tenue des prochaines élections municipales¹. [...]

À la sortie de Juchitán en direction de Playa Vicente se dresse une barricade pour empêcher le passage à l'entreprise de construction Unión Fenosa Gaz naturel, qui a obtenu facilement la concession de quelques hectares de terre de la part de la Cocei (Coalición Obrera, Campesina y Estudiantil del Istmo), parti politique de gauche, mais qui s'est vite trouvé corrompu par le capitalisme. Ce sont les habitants de la septième section de la ville, quartier populaire habité surtout par les pêcheurs, qui occupent la barricade et veillent jour et nuit depuis bientôt un mois. Quand nous les avons rencontrés, les femmes, comme toujours

¹ Voir à ce sujet le dernier article de cette brochure sur la situation actuelle du village d'Álvaro Obregón où le projet d'éoliennes sur la barre de Tileme, après avoir été abandonné, serait réactivé.

chez les Zapotèques de l'isthme, étaient bien présentes et déterminées, elles se préparaient à passer la nuit entre elles assises sur des chaises ; tous les âges étaient représentés aussi bien du côté des hommes que du côté des femmes et, comme il fallait s'y attendre, nous avons mangé du poisson avec appétit à la lueur de quelques lampions. Cependant la situation n'est pas facile, les baricadiers se trouvent dans un endroit retiré, un peu à l'écart de leur quartier, ils sont amenés à organiser des tours de garde, des convois de policiers fortement armés les harcèlent et les provoquent, enfin les partis politiques, dont la Cocei, le FPR (Front populaire révolutionnaire), le PRI, sont présents dans la septième section et représentent un facteur de division et d'embrouilles non négligeable. Pendant les vacances de la Semana Santa, le passage sera ouvert aux vacanciers qui se rendent à Playa Vicente sur la lagune mais il sera interdit aux camions de la bière Modelo del Istmo (le représentant syndical de cette entreprise ayant menacé de passer en force) et à ceux de Coca-Cola, la transnationale bien connue et engagée avec Mareña Renovable.

La mairie de San Dionisio est toujours occupée depuis janvier 2012. Le président municipal, non reconnu par l'assemblée depuis qu'il avait autorisé contre l'avis de cette même assemblée le changement de régime du sol, avait bien tenté, il y a environ deux mois, de reprendre en force la mairie avec ses sbires. Il a échoué dans son entreprise. Pourtant il avait l'appui politique et financier du gouverneur et de Mareña Renovable. L'assemblée a décidé de ne pas permettre la réalisation des prochaines élections, le 7 juillet, et demandé à l'Institut électoral d'Oaxaca de s'abstenir de les programmer dans la municipalité. Bien qu'il se dégage une forte majorité à la fois contre le projet de construction des éoliennes sur la barre Santa Teresa et contre les partis politiques, l'unanimité est loin d'être atteinte et la population reste divisée et politiquement hésitante.

Du côté d'Unión Hidalgo, les entreprises de construction des parcs d'éoliennes profitent de la confusion et de la désorganisation concernant les terres communales pour continuer leurs chantiers dévastateurs. Il faut dire que, depuis la disparition de Victor Yodo, président des *bienes comunales*, enlevé par l'armée dans les années soixante-dix, l'assemblée des comuneros n'a plus été convoquée. Avec la complicité des partis politiques, dont la Cocei, les biens communaux sont tombés en désuétude. Les terres se sont transmises de père en fils, des caciques se sont appropriés de vastes étendues de terres communales, d'anciens comuneros se sont regroupés pour continuer une tradition communale et, à l'occasion, défendre les communaux face à la convoitise de certains. Le projet de construction d'éoliennes a pu parfois se présenter comme une aubaine pour quelques petits spéculateurs de bas étage, qui pouvaient se faire reconnaître comme propriétaires de facto puis de jure de quelques arpents de terre, avec la connivence des bureaucrates et des notaires, et obtenir ainsi une rente annuelle. Une grande partie du parc d'éoliennes est construite en toute illégalité sur des terres communales et continue à se construire en toute illégalité sur des

terres communales. Reconstituer l'assemblée des comuneros est une bonne façon de mettre en difficulté les entreprises de construction comme Preneal ou Mareña Renovable. C'est cette démarche qui est entreprise actuellement à Unión Hidalgo : l'assemblée constituée par les anciens comuneros et leurs fils auxquels se sont ajoutés des « petits propriétaires » prend forme ; elle se réunit désormais le dernier dimanche de chaque mois et commence à engager le fer contre les entreprises de construction. Évidemment cette initiative n'a pas l'heur de plaire à tout le monde, aux transnationales, aux politiques et à ceux qui se sont appropriés des terres avec l'idée d'en louer une partie pour une rente annuelle, accrochés à leur propriété et à leur ego, ils ont peur de perdre l'un et l'autre. Ils sont devenus agressifs ces derniers temps au point de menacer de mort certains comuneros.

Les consortiums qui construisent les éoliennes sont des facteurs de déstabilisation et de violence dans toute la région. En prétendant imposer leur projet — ce sont des millions de dollars qui sont en jeu, monnaie, monnaie —, ils ont corrompu les fonctionnaires et les politiques, ils tentent d'acheter les gens, ils ont recruté des tueurs et créé des troupes de choc afin de casser la résistance. Ils ont divisé les populations et encouragé la guerre entre les habitants. [...]

Je voudrais terminer ce petit compte rendu en rendant hommage à deux radios communautaires, qui, en ces temps de lutte, ont pris le parti de la population et de l'information contre le désastre culturel que représente l'avancée du monde capitaliste dans cette région de l'isthme de Tehuantepec : au cœur de la septième section de Juchitán, Radio Totopo ; à Unión Hidalgo, l'Autre Radio.

Oaxaca, le 24 mars 2013.
Georges Lapierre



Répression de «Radio Totopo» et nouvelles du campement de résistance à Juchitan.

Le 27 mars 2013 à Juchitán, de violents affrontements ont opposé quelques 200 flics aux pêcheurs et habitants de la septième section de la ville, en lutte depuis près d'un mois contre un énième projet de parc éolien, cette fois au bénéfice de l'entreprise espagnole « Gas Natural Fenosa ». 35 blessés du côté des flics, une dizaine du côté des manifestants : les flics se sont pris une raclée provisoire... mais ont profité de la situation pour voler le matériel d'émission de « Radio Totopo », la voix de la résistance locale.

Au campement local des résistants, où était jusqu'alors dressé un barrage filtrant et « retenus » une dizaine de camionnettes et d'engins devant servir à la future construction du parc éolien, les trophées ne manquent pas : boucliers de police, tenues anti-émeute... l'affrontement s'est soldé par un véritable carnage pour les quelques 180 policiers débarqués sur place, pris en tenaille entre les occupants du campement et les habitants de la septième section de la ville venus en renfort, armés de pierres, de bâtons et de machettes. La septième section de Juchitán, connue comme le quartier des pêcheurs, est aussi la plus populaire, la plus populeuse, où l'usage du zapotèque y domine très largement l'espagnol dans la vie ordinaire.

C'est là aussi que se trouvent les installations de « Radio Totopo », animée depuis 2006 par des jeunes du coin, proche du mouvement zapatiste. Radio Totopo, comme l'écrivent des compas de Oaxaca, plus qu'une radio, jouait en réalité le rôle de véritable espace communautaire, où les gens entraient et sortaient, pour parler à la radio ou pour faire du soutien scolaire, réaliser une exposition de peinture, tenir une réunion ou monter un haut-parleur sur une camionnette et aller diffuser en ville... Véritable « voix » du quartier, ses installations furent la deuxième cible des dernières interventions policières, une première fois au même moment que l'attaque de la barricade à travers le démantèlement du système électrique, et une seconde à l'aube du jour suivant, les studios étant restés vides, des centaines de personnes étant alors rassemblées sur la barricade, en prévision d'un nouvel affrontement avec la police.



Table de mixage, ordinateur, matériel de transmission, câbles électriques... tout l'équipement de la radio fut volé par une équipe d'hommes de main encagoulés intervenus en opération éclair. Bien que légalement, rien n'a jamais empêché les autorités de procéder à la fermeture de la radio pour absence d'autorisation administrative d'émission hertzienne, c'est la « méthode sale » qui a prévalu pour faire taire la radio contestataire, face au soutien local dont elle bénéficie, et face aux risques d'embrasement populaire et de condamnation internationale. Pas de décision légale, donc pas de traces de responsables. Et, bien que préoccupés par la mise en stand-by de la radio, les compas de Totopo voient encore difficilement comment assurer de nouveau dans le même temps la protection de la radio et celle du campement de résistance... surtout quand menaces de mort et ordres d'arrestations pèsent toujours sur les têtes les plus en vue du mouvement.

Pour l'heure, le campement de résistance tient toujours malgré la levée du blocage de la route, obtenu contre la promesse d'une suspension –évidemment provisoire- d'un chantier prévoyant la construction par Union Fenosa de plus de 80 éoliennes, au milieu des champs juchitecos conduisant à la lagune, où les habitants du sud de la ville continuent à faire paître leur bétail et récolter noix de cocos, mangues et autres fruits tropicaux, et où chaque année, les habitants des quartiers populaires de la ville viennent effectuer différentes pérégrinations religieuses d'origine zapotèque.

Des rumeurs parlent d'un nouveau chemin d'accès qu'Union Fenosa serait en train d'ouvrir pour accéder aux terres convoitées, depuis le village voisin d'Union Hidalgo, où les mangroves sont là aussi menacées par « Piedras Largas », un autre gigantesque projet de parc éolien. Et tout cela évidemment, avec la bénédiction et le soutien financier de l'Union Européenne, notamment au travers des fonds pour la « Facilitation des Investissements en Amérique latine »... Vu que la merde vient en bonne partie de chez nous, tout message et toute solidarité avec la lutte des compas sur place est évidemment appréciable...



Dernières nouvelles: réactivation du projet éolien «Mareña renovables» à Alvaro Obregon.

La trêve fut en définitive de courte durée... Il y a quelques mois, nous étions nombreuses et nombreux de Juchitán, du Mexique et d'ailleurs à penser fêter la victoire apparemment obtenue par les villages ikojts et zapotèques de l'isthme de Tehuantepec contre le consortium international «Mareña renovables». Mais suite aux déclarations du gouvernement d'Oaxaca sur l'abandon du projet, les villageois d'Alvaro Obregón avaient quant à eux affirmé de manière décidée que pour leur part, ils ne lèveraient pas la garde et continueraient à surveiller le passage d'accès à la barre Santa Térésa, où devaient commencer les travaux de construction.

Malgré les invitations, les promesses et les sourires en coin de la COCEI, la grande organisation clientéliste de «gauche» de la région, afin d'attirer de nouveau dans son giron les votes des habitants aux élections municipales de l'été 2013, le village d'Alvaro Obregón a maintenu sa position d'autonomie totale, refusant l'installation des urnes électorales sur son territoire, revendiquant la réinstauration des us et coutumes, la désignation de ses autorités locales par assemblée générale, réaffirmant son contrôle souverain sur ses terres ainsi que la formalisation de sa «garde communautaire» afin de surveiller le territoire.

Grand bien leur en prit: depuis une semaine, les signes de reprise du projet éolien «Mareña Renovables» se multiplient, et le 18 novembre dernier la garde communautaire du village d'Alvaro Obregón interceptait un employé de la multinationale GAMESA, qui avait été en mission de reconnaissance afin de mesurer les possibilités de reprise du projet de parc éolien.

Fin septembre en effet, le moratoire juridique accordé contre la construction du projet éolien était annulé par décision du tribunal collégial d'Oaxaca. Depuis, dans le village voisin de San Mateo del Mar principalement, de nombreux mouvements de camions apportant des tonnes de gravats sur place avaient levé les suspensions sur la reprise du projet.

L'interception de l'employé de Gamesa, le projet de reconstruction d'une route d'accès à la zone ainsi que la tentative d'arrestation le 16 novembre dernier d'Alejandro López López, une des figures locales de la lutte, ne laissent désormais aucun doute : le projet éolien «Mareña Renovables», plus important projet d'investissement d'Amérique latine dans l'éolien (plus d'un milliard d'euros de budget), est réactivé. La situation dans la région risque donc à nouveau de se tendre très fortement, avec de nouvelles tensions, menaces, intimidations et affrontements contre les opposants.

Parallèlement, le projet éolien Bii Yoxho (3e plus grand parc prévu d'Amérique latine), combattu et dénoncé par l'Assemblée Populaire du Peuple Juchiteco et Radio Totopo, est toujours en construction, protégé par des milices armées ayant agressé et menacé de mort les opposants à plusieurs reprises. Le campement de l'assemblée, incendié de nuit par les sicaires de la multinationale espagnole Gas Natural Fenosa en octobre dernier, a depuis été reconstruit. Mais la tension demeure la aussi très forte.

ANNEXE: le village d'Álvaro Obregón, de la résistance à la construction de l'autonomie politique...

village Álvaro Obregón, Juchitán, Oaxaca, 8 Décembre 2013.

Aux médias
Aux organisations sociales
Aux organismes des Droits Humains
Aux peuples et villages Indigènes
A l'opinion publique mexicaine

LE PEUPLE INDIGENE BINNIZA DE ALVARO OBREGÓN, EN ASAMBLEE GENERALE DE CITOYENNES Y CITOYENS ELIT SES REPRESENTANTS COMMUNAUTAIRES.

Le jour d'aujourd'hui 8 décembre 2013 pour la première fois de son histoire la communauté indigène binnizá de Álvaro Obregón a réalisé la première ASSEMBLEE GENERALE DE CITOYENNES ET CITOYENS en vue de l'élection de ses représentants communautaires, sur la base des différents accords issus de l'acte de l'Assemblée Générale du 10 août 2013.

L'accord PREMIER déclare que... « cette localité dénommée ALVARO OBREGÓN, municipalité de Juchitán de Zaragoza... se reconnaît et s'auto-référence en tant que communauté indigène zapotèque, pour toute démarche légale et sur la base du contenu des articles, 1 de la convention 169 de l'Organisation Internationale du Travail ; 2 de la Constitution Politique des Etats-Unis Mexicains ; 16 de la Constitution de l'Etat Libre et Souverain de Oaxaca, article 3 de la Loi des Droits des Peuples des Villages et des Communautés indigènes de l'Etat de Oaxaca, et article 110 du Code des Institutions Politiques et des Démarches Electorales de Oaxaca, reconnaissant pour autorité maximale et organe d'élection de ses autorités l'ASSEMBLEE GENERALE DES CITOYENS... »

De même l'accord TROISIEME mandate à l'agent municipal et au Conseil des Anciens de convoquer l'Assemblée Générale des citoyennes et citoyens en vue de l'élection des représentants communautaires, qui sont donc en définitive : Odelio López Vicente, Juan Martínez Jiménez, Roque Santiago Sánchez, José Santiago Gutiérrez, Adelita Guerra Vicente, Eustacio Gómez Vicente, Jesús Herrán Montero, Mariano Trinidad López, Virgilio Santiago Regalado, Victoriano Cháris Vásquez, Fernando López Vásquez, Cesar Luis Vásquez, Eduardo Toledo Orozco, Antonio Vásquez Gómez.

De la même manière il fut déterminé que sera porté à la connaissance du maire élu de de Zaragoza, Saúl Vicente Vázquez que cette Agence Municipale dénommée Álvaro Obregón NE RECONNAITRONT PLUS D'AUTRE AUTORITES MUNICIPALES QUE CELLES QUE LE VILLAGE CONSTITUE EN ASSEMBLEE GENERALE AURA DESIGNÉ.

INFORMATION SUPPLEMENTAIRE. La décision de reconstituer notre Assemblée Générale, le Conseil des Anciens et la formation de notre police communautaire sont le produit d'un processus organisationnel, d'information et de réflexion au sein de notre communauté et au sein de l'Assemblée des villages Indigènes de l'Isthme en Défense de la Terre et du Territoire, où nous avons analysé que notre force émane de notre organisation communautaire et indigène, de nos savoirs.

Nous savons que cette décision permettra que tous les citoyens de cette Agence Municipale puissent élire nos autorités ou bien être élues à ces charges d'Autorité au sein de notre village, ce qui n'est autre que l'AUTONOMIE reconnue constitutionnellement, vu qu'au travers du système des partis politiques utilisé auparavant dans notre communauté nous ne participions d'aucune manière et ce sont un groupe réduit de leaders politiques de la municipalité qui étaient ceux qui élaient pour nous.

De la même manière nous manifestons le fait que le conflit récent que nous vivons du fait de l'intention de l'entreprise Mareña Renovables de construire le parc éolien sur la langue de terre "Santa Térésa" nous a fait réaliser que lorsqu'il n'existe pas l'Assemblée Générale, les autorités font les choses en fonction de ce qui les arrange et contre les intérêts du village.

BIEN A VOUS

**LA TERRE, LA MER, LE SOLEIL ET LE VENT NE SONT PAS A VENDRE,
ILS FAUT LES AIMER ET LES DEFENDRE!**

ASSEMBLEE GENERALE DES CITOYENNES ET CITOYENS DE LA COMMUNAUTE DE ALVARO OBREGÓN, JUCHITÁN, OAXACA.

**ASSEMBLEE DES VILLAGES INDIGENES DE L'ISTHME EN DEFENSE
DE LA TERRE ET DU TERRITOIRE.**

POUR SUIVRE :

Différents autres très bon articles concernant cette lutte, ont été publiés sur internet, notamment par :

Georges Lapierre sur le site « la voie du jaguar » : <http://www.lavoiedujaguar.org> ,
Alessi dell Umbria sur « Article 11 » (« que bronca en San Dionisio ! ») : www.article11.info
Bastamag (« quand le développement durable se transforme en néocolonialisme vert ») : www.bastamag.net
Ou le Comité de Solidarité avec les peuples du Chiapas en Lutte : <http://www.cspcl.ouvaton.org>
Ainsi que sur **Indymedia nantes et paris** (<http://paris.indymedia.org>, <http://nantes.indymedia.org>)
et sur le **site des résistants de la zad de Notre-Dame des Landes** : <http://zad.nadir.org>

Des nouvelles en français sont également régulièrement envoyées par mail, envoyez pour cela un courrier à : somosviento-fr@riseup.net

Une caravane de solidarité avec différentes luttes pour l'autonomie et contre les méga-projets montée par des collectifs mexicains et internationaux, devrait partir en 2014 de Puebla (Mexique) à destination de Panama, en Amérique centrale. Plus d'information en français disponible auprès de : leonardwaters@riseup.net

CONTACTS DE LA LUTTE SUR PLACE :

Site de l'assemblée des villages et peuples indigènes en défense de la terre et du territoire (section sur le site de textes traduits en français, et en quelques autres langues):

<https://tierrayterritorio.wordpress.com>

Contact mail de l'Assemblée Populaire de Peuple Juchitèque : asamblea.juchitan@gmail.com

Contact mail de Radio Totopo : totoporadio@gmail.com

Collectif Kolibri, réalisateurs des documentaires (Oaxaca) : somosviento@riseup.net



CONTACTS DISTRIBUTION BROCHURE ET DVDS EN FRANCE :

Plusieurs collectifs régionaux à Toulouse, à Paris, en Belgique, à Marseille, Notre-Dame des Landes, et ailleurs (n'hésitez-pas à proposer) ont à leur disposition un petit stock de DVD et de brochures.

**Pour obtenir des DVD ou avoir le contact de ces collectifs,
envoyez un mail à
somosviento-fr@riseup.net**

SALUDOS Y ABRAZO:

En premier lieu à tous les compas et toutes les communautés de l'isthme en résistance: l'Assemblée populaire de Juchitán, les compas d'Alvaro Obregón, San Dionisio, San Mateo, Unión Hidalgo et toutes les autres communautés. A Edmundo, Carlos Manzo, Sofia Olhovich, Carlos de Radio Totopo, ainsi qu'à Georges Lapierre dont nous avons emprunté les textes, le site internet "la voie du jaguar", le Comité de soutien aux peuples du Chiapas en lutte de Paris, Alessi, Martine et la bande à CafeZ de Liège, tout le Collectif des métiers de l'édition (CMDE) de Toulouse, Julien de Regarde à Vue pour son aide précieuse, Le collectif Kolibri qui a réalisé les documentaires ainsi que Loïc du collectif El Rebozo (Oaxaca), les camarades anti-nucléaires et anti-éolien industriel d'Ariège, et toutes celles et ceux qui croient toujours dans la solidarité et l'intérêt de mettre en lien nos histoires et nos résistances, d'un côté à l'autre de cette petite lagune de l'océan atlantique.



